

DECLARATION FNEC-FP-FO86
F3SCT-86 (Santé, Sécurité, Conditions de Travail)
12 SEPTEMBRE 2024

Mesdames et Messieurs les membres du F3SCT86,

Monsieur le Directeur Académique,

Nous souhaitons tout d'abord remercier nos collègues qui nous ont remonté nombreux les éléments concernant cette rentrée, sur lesquels s'appuie cette déclaration.

Nous tenons à remercier les services pour les documents préparatoires qui nous ont été adressés.

A leur lecture nous constatons et déplorons l'augmentation des observations des RSST avec le nombre de 373 pour 2023/2024 en forte hausse, malgré l'existence encore à certains endroits de pressions pénalement condamnables sur nos collègues pour se saisir des registres.

Ce document confirme ce que nous ne cessons de dénoncer depuis de nombreuses années quant à la dégradation continue et volontaire de nos environnements et conditions de travail, ainsi que la non prise en compte de la souffrance au travail qui devrait pourtant alerter tant pour la bonne santé des personnels que pour le coût social et économique qu'il engendre. Une autre politique est possible, et ne serait pourtant pas plus coûteuse !

Cette rentrée se déroule dans une situation de gravité inédite en tout point, poursuivant la dégradation des Services Publics et cela n'est pas sans impact sur la santé des agents, quel que soit leur corps ou leur service d'exercice. A cette heure il n'y a plus de véritable Ministre de l'Education Nationale depuis près de 60 jours ! Pas de Rectrice non plus dans l'Académie...

La situation politique interpelle chacun par le déni de démocratie évident. Alors que les salariés se sont rendus massivement aux urnes pour sanctionner 7 ans de macronisme et de politique contre les acquis de la classe travailleuse, le Président

Macron a décidé de nommer Michel Barnier, confirmant ainsi sa volonté de poursuivre et aggraver cette même politique qui menace la démocratie et le pacte républicain.

Ainsi répond-il positivement aux exigences du patronat et de la Commission Européenne qui refuse l'abrogation de la réforme des retraites, la revalorisation du SMIC, des salaires et du point d'indice des fonctionnaires, exigent la mise en œuvre de la réforme de l'assurance chômage ou encore de continuer à faire les poches du contribuable pour poursuivre le racket et le versement des aides et autres cadeaux sans contreparties, afin de gonfler artificiellement les profits des grandes entreprises et les dividendes versées aux actionnaires. Politique qui nous coûte « un pognon de dingue », véritable et unique cause tant de la dette que des déficits publics.

Au nom du « déficit », le président Macron compte bien faire payer le prix fort aux salariés et à la population. Son gouvernement soi-disant « démissionnaire » prépare un budget d'austérité pour 2025 qui poursuit la destruction des Services Publics et le gel du point d'indice des fonctionnaires. La Sécurité Sociale, les droits des assurés sociaux, les congés maladies... : tout devrait y passer.

Pour les personnels de l'Éducation nationale qui se sont mobilisés, souvent dans l'unité avec les parents d'élèves, et avec la jeunesse, pour bloquer les réformes des ministres Blanquer, Ndiaye, Attal, Oudéa-Castéra et Belloubet, et exiger des moyens pour fonctionner, la situation est intolérable.

Dans la Vienne en cette rentrée les écoles, les établissements, les services n'échappent pas aux conséquences de ces politiques qui nuisent tant au bon fonctionnement de vos services, qu'à la santé des personnels qui est de plus en plus impactée par les différentes formes que prend la dégradation des conditions de travail, la mise en place des contre-réformes, et un environnement de travail qui ressemble de plus en plus à celui d'un bateau ivre.

A ce titre, lors du CSA-SD86 de rentrée « carte scolaire premier degré » nous avons exprimé notre solidarité envers les personnels administratifs du Rectorat et des circonscriptions qui ont préparé cette rentrée et réalisé les différentes opérations, notamment du mouvement, dans des conditions de travail insupportables et intolérables, conséquences des mesures d'économie et de destruction des services publics et des services du Rectorat-DSDEN86 que nous ne cessons de dénoncer et combattre.

Dans ces conditions nous renouvelons notre demande exprimée lors du même CSA-SD que le F3SCT86 soit saisie des conséquences du mouvement 2024 sur la santé des personnels administratifs et enseignants du premier degré.

Nous ne pouvons nous empêcher au passage de saluer ici « la bonne idée » qu'a constitué le regroupement et la mutualisation des services de paie du premier degré, tant il est important d'évoquer ce véritable cas d'école ! La fermeture du service de paie de la DSDEN86 et sa délocalisation à la Rochelle nous avait été annoncée sans impact sur le service rendu aux personnels. Il nous avait été expliqué, ironie de

l'histoire, qu'en mettant ce service à la Rochelle les agents catégorie C des 3 autres DSDEN seraient enchantés d'aller travailler et vivre dans cette belle ville de la Rochelle et près de la mer ! Décors de carte postale. Décision prise sans sortir des bureaux une nouvelle fois, sans entendre les personnels, ni leurs représentants qui ont alerté. Classique quoi ! Oubliant au passage, que des personnels catégorie C ne peuvent pas aller se loger là-bas avec leur salaire, sans impacter largement leur niveau de vie, et sans que cela ne soit impactant sur leur santé et leur famille. Résultat, aucun de ces personnels n'a accepté sa mutation, et alors que nous avons 4 services de paie efficaces, avec des personnels formés et salués pour leurs compétences, nous en avons aujourd'hui un seul et unique qui ne fonctionne pas, sous doté en moyens humains où les personnels sont en souffrance. Par ailleurs, cela met nombre de nos collègues du premier degré en « galère » à cause de retard ou d'erreurs, comme pour le versement de l'ISSR d'août des remplaçants par exemple ou aussi pour les primes REP/REP+. Ils doivent attendre parfois longtemps pour avoir une réponse à leur demande, et un an pour une régularisation, là où cela prenait quelques semaines autrefois avec un service de proximité ! Chapeau ! Dire que nous avons alerté à ce sujet, et qu'on nous a rigolé au nez avec suffisance ! Un travail d'artiste !

Les mêmes choses peuvent être dites concernant les services des établissements. Les chefs d'établissement et les services administratifs sont mis la tête sous l'eau en permanence. Comme dans les écoles, les personnels des collèges et lycées tiennent le Service Public à bout de bras : seulement ils fatiguent ! Année après année leur santé est de plus en plus impactée comme en témoigne l'explosion du nombre de registres SST et le désintérêt pour les concours de recrutement ou les démissions de titulaires comme de stagiaires formés dans des conditions déplorable. Et ça n'est pas près de s'arrêter ! Savez-vous que les PES à 50% de la Vienne recrutés encore cette année doivent comme leurs collègues de Charente faire la navette entre les INSPE de Poitiers et Angoulême car les budgets sont insuffisants pour que la formation soit assurée dans chacun des départements ? C'est à peine croyable, et pourtant c'est vrai ! On marche sur la tête !

Au collège la réforme « choc des savoir », nouvelle réforme mise en place sans tenir compte des besoins des établissements et sans prendre en compte la parole des personnels enseignants, avec leurs groupes de niveaux (ou en novlangue « de besoin ») a mis les personnels dans des situations intolérables avec des emplois du temps impossibles à faire, des journées à rallonge pour les élèves et les personnels, des déplacements, parfois plusieurs fois par jour, pour les professeurs entre différents établissements. Et des inepties qui aggravent la perte de sens du métier. Ainsi il arrive qu'une même classe de collège, ait pour une même matière deux professeurs de français ou de mathématiques, et même parfois trois ! C'est ça la perte de sens des apprentissages pour les élèves, et de son métier pour les enseignants ! Un Ministre décide depuis Paris, et tout le monde subit. La colère gronde, et attention, elle finira par déborder des urnes tôt ou tard.

Dans les lycées, les classes sont surchargées accroissant la charge de travail des enseignants, et le manque de personnels administratifs et CPE a donné une image déplorable du Service Public à de nombreux parents d'élèves constatant que leur enfant était privé sans raison de tel ou tel option, qu'il manque des heures, qu'il manque de professeurs, ou que les emplois du temps et les répartitions étaient à peine prêts ! Pourtant là aussi les personnels se sont tués à la tâche, usant leur santé, ne comptant pas leurs heures, oubliant parfois leur week-end, sacrifiant leur vie de famille, pour que la rentrée soit prête dans de bonnes conditions : mais là encore on ne leur donne pas les moyens de fonctionner autrement qu'à la petite semaine, et c'est déjà épuisés qu'ils doivent rendre des comptes aux familles ! Quelle honte !

Partout les personnels sont à bout et dénoncent les injonctions incessantes de leur hiérarchie convertie au *just in time*.

Dans le premier degré, une semaine seulement après la rentrée nos collègues, y compris les PES qui débutent dans le métier, sont déjà à bout à cause de la charge de travail immense que leur impose les évaluations nationales à tous les niveaux d'élémentaire. Ou comment générer de la fatigue, du stress, et des problèmes de santé dès la rentrée ! Bravo ! Nous ne doutons pas que tout cela a été mûrement réfléchi et tient d'une réflexion RH très savante, et très certainement d'une bonne connaissance du terrain et d'une prise en compte des travaux des F3SCT !

Les demandes de tableaux inutiles et d'évaluations d'écoles qui finiront dans des tiroirs à peine achevés, les évaluations nationales à tous les niveaux du primaires pour mettre en concurrence les collègues, satisfaire et justifier les salaires de l'usine à statistiques du Ministère, et pouvoir prétendre ensuite faire du pilotage et de « l'analyse fine » au moment des cartes scolaires pour supprimer des classes et rayer des écoles, le devoir de travailler dans l'urgence, de tenir à bout de bras un Service Public auquel ils sont dévoués mais que les pouvoirs publics maltraitent, méprisent, et dénigrent systématiquement, et enfoncent année après année un peu plus avec des réformes dont le but n'est nul autre que de détruire ce qui fonctionne encore !

Les collègues se demandent ce qu'on fait d'autre au Ministère à part essayer de se donner une importance en réunissant des *brainstormings*, des *copils* et des *retex* pour inventer la prochain bâton de dynamite à leur jeter au visage !

Dans le premier degré, dans la Vienne, après des années à nous expliquer que le département a les moyens de couvrir tous les postes, que le calibrage est toujours parfaitement réalisé par un Ministère drapé de sa propre illusion d'une infaillibilité pontificale, après des années à faire porter la responsabilité du manque de moyens et des absences non remplacés sur les collègues qui ont l'outrecuidance de demander à travailler à temps partiel pour avoir du temps pour eux, ne pas « péter un plomb », ou d'être épuisé par le travail, enfin le Ministère reconnaît que depuis des années nous fonctionnons avec une dotation très largement inférieure aux besoins !

Suite à la mobilisation des personnels avec FO, l'intégralité des Listes Complémentaires du CRPE 2024 de l'académie ont été appelées : 37 pour la Vienne sur les 43 que comportent ces listes ! Stupéfiant. Il était temps en même temps. Et quel aveu d'aveuglement persistant. Nous posons d'ailleurs la question : comment vous et vos prédécesseurs avez défendu en haut lieu notre département et ses personnels depuis tout ce temps ?

Ce recrutement indispensable confirme ce que nous n'avons cessé de répéter : le département est sous doté depuis plus d'une décennie, et cela a pesé lourdement sur la santé des personnels. Néanmoins ce recrutement est déjà insuffisant ! Plusieurs circonscriptions n'ont déjà plus de remplaçant ! Des contractuels ont été recrutés, et parfois mis dès leur premier jour sur des postes difficiles. Autant commencer à maltraiter sans attendre après tout, surtout des personnels sans statut de fonctionnaire qu'il sera plus facile à faire taire !

Nous ne reviendrons pas sur la semaine de quatre jours et demi, mais nous y pensons fortement comme tous nos collègues qui n'en peuvent plus de cette organisation abandonnée partout ailleurs, et qui persiste chez nous avec des conséquences impactantes pour la santé des personnels, pour une bénédice insignifiant. Nous vous demandons d'ouvrir le chantier afin qu'à la rentrée prochaine la demande largement exprimée de nos collègues de passer à 4 jours sur 36 semaines soit effective partout dès septembre 2025.

Par ailleurs, nous ne pouvons que constater encore en cette rentrée que le confinement lié au Covid a généré dans de nombreux services, école et établissement, une période de stress liée à des injonctions et la mise en place de méthode de management qui perdurent parfois encore et qui ont lourdement impacté la santé des personnels à court, mais aussi à long terme. Nous avons déjà évoqué ici les groupes Whatsapp ou autre applications hors de contrôle, et qui empêchent souvent le droit à la déconnexion sur le temps personnel, les week-ends, sur les congés, et durant les arrêts maladie. Nous vous demandons un groupe de travail sur le sujet pour vous aider à élaborer des consignes claires à ce sujet. En lien avec le confinement toujours, nous constatons notamment que certains parcours de maladie qui courent encore aujourd'hui ont démarré à cette période. Nous constatons que de nombreux directeurs et directrices, parfois à cette fonction depuis fort longtemps, ont renoncé définitivement à cette fonction après ce qu'on leur a fait subir.

Ainsi nous demandons que comme cela se fait actuellement dans certaines entreprises et administrations, souvent à l'initiative de la médecine du travail et suite à des alertes comme les nôtres, une étude soit menée sur ce qu'il s'est passé, les impacts sur la santé des personnels, afin de pouvoir revenir à des pratiques saines, reconnaître les impacts qui perdurent sur de nombreux personnels, reconnaître l'imputabilité au service et présenter un plan de bonnes pratiques pour le cas où un nouveau confinement ou évènement exceptionnel devait survenir. Afin que ce qui s'est passé ne puisse plus se reproduire et que les impacts sur la santé des

personnels soient reconnus et faire valoir ce que de droit comme ce serait le cas d'une exposition à l'amiante ou tout autre danger pour la santé par exemple.

La FNEC FP-FO86 mettra tout en œuvre pour obtenir satisfaction sur l'ensemble des revendications urgente :

- L'annulation de toutes les fermetures de postes, les ouvertures à hauteur des besoins, le recrutement de personnels sous statut, un vrai salaire, un vrai statut pour les AESH,
- L'abandon de toutes les contre-réformes, de la loi Rilhac aux évaluations d'école, en passant par les mesures du « chocs des savoirs », le SNU, Parcoursup...
- Le respect du Statut, des missions et de la liberté pédagogique des personnels,
- L'augmentation immédiate et sans contrepartie de 10% de la valeur du point d'indice et l'ouverture de négociations pour rattraper la perte de pouvoir d'achat subie par les fonctionnaires depuis 2000 (28,5%) et pour refondre les grilles.
- L'abrogation de la réforme des retraites.

Merci pour votre attention.